

4 Économie

Programme de relance économique/Rencontre ministre du Budget-Fonds monétaire international

Le FMI salue les efforts du Gabon pour sa capacité à mobiliser plus de recettes

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE ministre d'Etat au Budget et Comptes publics, Jean-Fidèle Otandault, a eu hier une séance de travail avec une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Boileau Yeyinou Loko, chef de mission pour le Gabon au département Afrique de cette institution monétaire. Au cours de cette importante rencontre, les experts des deux délégations ont fait le point sur l'état d'exécution du Programme de relance économique (PRE) sur les 10 premiers mois de l'année en cours, sur la projection de clôture de

l'exercice 2018, etc. S'agissant de l'état d'exécution du PRE, le membre du gouvernement s'est félicité des progrès enregistrés par notre pays en matière de gouvernance financière. « Des progrès significatifs ont été enregistrés au cours des 10 premiers mois de l'année. Mais il y a encore des choses à faire allant dans le sens d'une meilleure mobilisation des ressources. C'est ce que nous faisons depuis quelque temps. L'autre motif de satisfaction réside dans le fait d'une meilleure maîtrise de la dépense publique. C'est l'un des défis majeurs auxquels nous devons faire face », a indiqué M. Otandault. Le chef de mission du FMI



Photo : D.R

Le ministre d'Etat Jean-Fidèle Otandault et les experts du FMI en séance de travail.

au Gabon, Boileau Yeyinou Loko, s'est lui aussi réjoui des efforts de bonne gouvernance engagés et de la capacité de notre pays à mobiliser et mieux utiliser

les ressources. « Nous avons salué les efforts entrepris par le Gabon pour la mobilisation des recettes et l'amélioration de la qualité de la dépense. La mobilisa-

tion desdites recettes doit stimuler les investissements et les dépenses sociales. Comme vous le savez, de nombreux Gabonais ont besoin de l'assistance de l'Etat. Et à cet effet, il est important pour le pays de garder une partie de ses recettes pour accompagner ces Gabonais qui sont dans le besoin », a fait savoir le chef de mission du FMI au Gabon, au sortir de la rencontre avec le membre du gouvernement.

Concernant les ressources attendues par notre pays de ses partenaires financiers, il y a le versement de 300 milliards de francs, sur les 416 milliards promis par les bailleurs de fonds que sont le FMI, la Banque

mondiale (BM), l'Agence française de développement (AFD), ...

S'agissant du FMI, Libreville attend toujours le décaissement d'environ 56 milliards de francs de la part de cette institution. « Nous sommes en train de visiter tous les efforts fournis par le Gabon dans le cadre du Programme de relance économique. Si toutes les conditions sont réunies, nous irons devant le Conseil d'administration, afin que le décaissement se fasse », a expliqué Boileau Yeyinou Loko.

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international pourrait se tenir du 19 au 20 décembre 2018.

Projet Grande Mayumba

La société SFM Africa limited va relancer les travaux

MSM
Libreville/Gabon

LE gouvernement, représenté par le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga, et le président exécutif de la société SFM Africa limited, Alan Bernstein, ont signé, le 13 novembre 2018, à l'immeuble Arambo, un nouvel accord portant sur le projet "Grande Mayumba". Celui-ci se substitue à l'autre signé le 20 avril 2011 et qui, en raison d'un différend survenu en 2015, n'a pas permis de développer le projet envisagé dans la

région de Mayumba. Concrètement, il s'agit de mettre en œuvre des projets intégrés de développement durable dans la région de Mayumba, notamment dans les domaines de l'exploitation forestière et la transformation du bois, l'agro-industrie, l'agroforesterie, la pêche, les infrastructures et des droits environnementaux ainsi que le développement d'un circuit touristique avec des lodges et des infrastructures connexes dans les parcs nationaux. « C'est surtout un projet important pour la République gabonaise, qui épouse l'am-



Photo : D.R

Le ministre Ogandaga et le représentant de SFM Africa Limited, lors de la signature de contrat

bition du chef de l'Etat de voir notre pays se développer de manière harmo-

nieuse, diversifiée et dans le respect de notre environnement. C'est véritablement

un projet de développement durable », a indiqué Jean-Marie Ogandaga.

Ce nouveau contrat va permettre à SFM Africa de reprendre ses investissements et ses activités au Gabon, avec comme partenaire stratégique, la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Pour sa part, le gouvernement s'est engagé à accompagner SFM Africa Limited dans la réalisation de ses projets, en lui délivrant toutes les autorisations administratives nécessaires à cet effet.

Le président exécutif de cette société, Alan Bernstein ne croit pas si bien

dire quand il déclare: « SFM va devoir redémarrer ses investissements et ses activités, mais également montrer une voie sur le développement durable au Gabon. La manière avec laquelle les travaux sont menés ces derniers mois, est pour nous un message beaucoup plus important, et procure un accord beaucoup plus solide qui permettra, pour l'avenir, de fonder un partenariat plus vaste et plus dynamique, entre les deux parties. C'est un message important vis-à-vis des investisseurs extérieurs qui pourront voir et constater la somme de travail qui a permis cet aboutissement. »

Production mondiale du pétrole

L'Opep redoute un excès de l'offre susceptible de plonger les cours en 2019

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Les pays producteurs de pétrole ont les yeux rivés, à chaque instant, sur la baisse des cours du pétrole et s'inquiètent des prévisions d'une offre abondante de l'or noir, qui pourrait affecter durement les cours en 2019.

L'ORGANISATION des pays exportateurs de pétrole (Opep) a une nouvelle fois revu à la baisse ses prévi-

sions de la demande de brut pour 2018 et 2019, et s'inquiétait, lundi, d'une offre excédentaire. En effet, la croissance de la demande mondiale est désormais attendue à 1,50 million de barils par jour (mbj) en 2018, qui entérine une révision à la baisse de 40 000 barils par jour, par rapport à octobre dernier, pour atteindre une demande totale de 98,79 mbj. Ce changement s'explique par une demande moindre que prévue en provenance du Moyen-Orient et, dans une moindre mesure, par le

recul de la demande de la Chine, gros importateur de pétrole, indique l'Opep. C'est surtout pour l'année 2019 que le cartel de cette organisation marque de sérieuses inquiétudes. Pour l'an prochain, la croissance est désormais attendue à 1,29 mbj, environ 70 000 barils par jour de moins que la prévision du mois d'octobre 2018. La consommation mondiale atteindrait ainsi 100,08 mbj seulement. Côté offre, la production prévue des pays non membres de l'Opep a été légèrement revue à la hausse pour

2018 et 2019, tirée notamment par les Etats-Unis, lancés dans la production du gaz de schiste sous l'impulsion du président Trump. « Bien que le marché ait atteint un équilibre pour l'instant, les prévisions pour 2019 sur la croissance de l'offre (non-Opep) indiquent des volumes plus élevés, dépassant la hausse de la demande mondiale et conduisant à un excès croissant de l'offre sur le marché », indique le cartel pétrolier dans son rapport de novembre sur le pétrole. C'est connu de la loi du mar-

ché : une offre importante pourrait faire chuter les cours qui sont, pour l'instant, de 67,13 dollars pour le Brent, lundi, vendu à 68,69 dollars, et de 56,84 dollars pour le Light, commercialisé à 58,61 sur le marché international à la même date. Le ministre saoudien a estimé, ce jour-là, qu'il était indispensable de réduire la production mondiale de pétrole d'un million de barils par jour, afin d'équilibrer le marché, au moment où les cours baissent. Pour montrer l'exemple,

l'Arabie Saoudite, premier producteur, va réduire sa production en décembre prochain de 500 000 barils par jour. Il faut attendre la réunion de l'Opep en décembre prochain. Mais l'adoption d'une réduction des quantités produites par le cartel suffira-t-elle à enrayer la chute des cours de l'or noir que recherche absolument le président américain Donald Trump, lequel a reçu le soutien du président français Emmanuel Macron dans ce projet ? Tout devient volatile et incertain.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 15/11/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	15/11/2018	5 101,85
		USD	1,1261	1USD =	582,503	1 USD	605,058	DOW JONES	15/11/2018	25 286,49
		CAD	1,4888	1CAD =	440,594	1 CAD	474,386			
		JPY	128,3200	1JPY =	5,112	100 JPY	5,648			
		GBP	0,8695	1GBP =	754,451	1 GBP	807,515			
		CHF	1,1368	1CHF =	577,021	100 CHF	638,37			
		ZAR	16,2504	1ZAR =	40,366	100 ZAR	44,54			
		MAD	10,7868	1MAD =	60,811	1 MAD	64,19			
		CNY	7,8354	1CNY =	83,717	1CNY	86,20			
		KES	116,0800	1KES =	5,651	1KES	5,82			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
15 Novembre 2018: 65,27

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 15/11/2018

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>